Document generated on 06/03/2025 2:12 p.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

# ORCHARD, David, *The Fight for Canada. Four Centuries of Resistance to American Expansionism*. Toronto, Stoddart, 1993. 294 p.

Claude Couture

Volume 48, Number 2, Fall 1994

URI: https://id.erudit.org/iderudit/305339ar
DOI: https://doi.org/10.7202/305339ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Couture, C. (1994). Review of [ORCHARD, David, *The Fight for Canada. Four Centuries of Resistance to American Expansionism*. Toronto, Stoddart, 1993. 294 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *48*(2), 271–273. https://doi.org/10.7202/305339ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ORCHARD, David, *The Fight for Canada. Four Centuries of Resistance to American Expansionism.* Toronto, Stoddart, 1993. 294 p.

L'auteur est un fermier de la Saskatchewan, cofondateur d'une association anti-libre-échange, la «Citizens Concerned About Free Trade». Ce livre est donc un livre de militant et intéressera davantage le citoyen préoccupé par les questions économiques d'actualité que l'historien professionnel. Il s'agit, cependant, d'un pamphlet bien documenté et bien structuré dans lequel il est possible de trouver de nombreuses informations pour comprendre l'état actuel de nos relations économiques avec les États-Unis.

La thèse est simple, voire même parfois simpliste, lorsque l'auteur, de toute évidence très convaincu, se laisse emporter par une argumentation très émotive. Depuis le Régime français jusqu'à Brian Mulroney, le «Canada» n'a jamais cessé de faire face aux pressions «américaines» visant à lui faire

perdre le contrôle de son économie. À l'appui de cette thèse, l'auteur propose un examen à vue de nez de l'histoire canadienne, divisée en deux parties pour les besoins de l'argumentation: le premier survol évoque l'histoire du Canada jusqu'aux années 1980, alors que la deuxième partie explore les événements contemporains, depuis Pierre Elliott Trudeau jusqu'à la «trahison» plus récente de Brian Mulroney. David Orchard soutient en effet que la résistance à l'oppression «américaine» a commencé dès l'époque de Champlain, puis au cours du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle jusqu'à la Conquête. La rivalité entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre comportait déjà une logique de «résistance» de la part de la première et d'expansion de la part de la seconde. Logique qui aurait continué après la Conquête par l'entremise, entre autres, de la rivalité entre les marchands britanniques de la vallée du Saint-Laurent et les marchands américains, New York en tête (Donald Creighton aurait apprécié).

L'évolution, au XIX^e siècle, du capitalisme commercial et du capitalisme industriel a été marquée par l'intensification de cette «logique». D'une part, la volonté de créer un nouvel État et espace économique «canadien» et, d'autre part, une «destinée manifeste» à l'échelle de toute l'Amérique du Nord, voire de la planète tout entière. Le pendule n'a cessé d'osciller en faveur de l'un ou l'autre de ces projets: invasion du Canada en 1812, manifeste annexionniste en 1849, les élections de 1911, le protectionnisme américain des années 1930, le laxisme de Mackenzie King à l'égard des Américains, la «destruction» de la marine marchande canadienne entre 1946 et 1960, la «résistance» de Diefenbaker, la timidité de Lester B. Pearson et, enfin, *last but not least*, le baroud d'honneur livré par Pierre Elliott Trudeau avec la création de l'agence de tamisage des investissements étrangers et la politique nationale énergétique.

L'histoire canadienne aura aussi connu un curieux revirement des orientations fondamentales des deux principaux partis politiques fédéraux: «continentaliste» et pro-américaine au XIX^e siècle et au XX^e siècle jusqu'à Mackenzie King, la position du Parti libéral est devenue nationaliste sous Pierre E. Trudeau et John Turner; au contraire, férocement pro-britannique et anti-américain de John A. Macdonald à John Diefenbaker, le Parti conservateur est devenu sous Brian Mulroney très «continentaliste» et, par conséquent, libre-échangiste.

Reconnaissons que certains exemples à l'appui de la thèse de «l'aggression» font, pour le moins, réfléchir. Ainsi, en 1945, le Canada comptait 500 navires marchands employant 20 000 personnes, ce qui lui valait la quatrième place mondiale. Après la campagne anticommuniste menée contre «l'Union des marins canadiens» et le remplacement de ce syndicat par un syndicat pro-américain, dirigé par Hal Banks (le «Jimmy Hoffa» des marins), l'industrie navale canadienne disparut progressivement au cours des années 1950. En 1964, la flotte canadienne ne comptait plus que deux vaisseaux (p. 116) et, depuis, le pays avec la plus importante ligne côtière au monde exporte ses produits sur des navires étrangers.

L'auteur excelle également à mettre en parallèle la façon dont les États-Unis ont agressé certains pays depuis le XIX^e siècle et le manque de respect

avec lequel ils ont toujours traité le Canada en matière de relations commerciales. Le Mexique, Porto Rico, Cuba, les Philippines, le Viêt-nam et même l'Irak ont tous goûté à la «justice» américaine qui ne serait qu'un paravent pour masquer les intérêts expansionnistes et économiques des États-Unis. En fait, au cours des 200 dernières années, les États-Unis ont envahi 300 fois d'autres pays (p. 215). L'accord de libre-échange de 1988 serait, en quelque sorte, la trois cent et unième invasion. Cet accord aurait été, jusqu'à maintenant, un désastre. Plus d'un million et demi d'emplois auraient été perdus depuis 1988, dont un demi-million dans le secteur manufacturier. Les opérations de «take-over» des entreprises canadiennes par des Américains auraient augmenté de 400% (p. 207). Au Québec, les producteurs de poulets, d'œufs et de produits laitiers seraient menacés par le «dumping» américain. En 1992, les États-Unis, prétextant que les tarifs d'électricité réduits accordés par Hydro-Québec à certaines compagnies constituaient une «concurrence déloyale», imposèrent, en guise de pénalité, un tarif douanier de 53% (p. 247).

D'où la conclusion suivante: les souverainistes du Québec et les «réformistes» de Preston Manning s'illusionnent complètement quant au rôle que pourraient jouer les États-Unis dans un avenir rapproché. L'idée de bâtir un Québec «souverain» dépendant de l'économie américaine et utilisant, comme l'a d'ailleurs encore suggéré récemment Bernard Landry (*Le Devoir*, 8 mai 1994), le dollar américain, est ni plus ni moins, selon l'auteur, une chimère. Par ailleurs, le projet «réformiste» d'un Canada conservateur, unilingue, anti-autochtone, anti-féministe, anti-immigrant, voué systématiquement à la destruction des institutions universitaires, sociales et culturelles au nom de la réduction du déficit et d'un «libre marché» nord-américain, constitue, après la «trahison» des conservateurs, la plus formidable menace contre la souveraineté du peuple canadien et un indéniable allié de l'expansionnisme américain.

*Faculté Saint-Jean*
*Université d'Alberta*

CLAUDE COUTURE